



MOTION D'actualité : Le 15 octobre 2020, journée de grève contre la casse du système de santé !

Le Ségur de la Santé n'a répondu en rien aux principales revendications des personnels hospitaliers et territoriaux pour des soins de qualité dont la demande était : plus de lits, plus de moyens plus de soignant-es, plus de salaires.

Le gouvernement sur le Ségur de la Santé, répond en divisant certaines catégories de personnels soignants, administratifs et techniques et en laissant de côté les établissements et services sociaux et médico-sociaux, les maisons d'accueil spécialisées, la protection de l'enfance. Pour le secteur Privé, il en est de même : tous les secteurs ne pourront bénéficier des augmentations de salaires qui leur sont dues !

Diviser pour mieux régner, est le slogan de ce gouvernement !

Huit mois de galère, l'épuisement dans les services, une nouvelle vague annoncée depuis le déconfinement et que s'est-il passé ?

RIEN !

Pas de lits supplémentaires, pas d'embauches, malgré les promesses annoncées. La Psychiatrie n'est pas épargnée par les fermetures de lits, bien au contraire. A Nancy la menace de la suppression de plusieurs centaines de postes à l'hôpital général au nom de la modernisation du Service Public n'est qu'un exemple parmi tant de fermetures programmées. **Pour améliorer les conditions de travail de tou-te-s les acteurs-trices concerné-e-s, pour bien prendre en charge les patient-e-s ou résident-e-s, il faut créer 100 000 postes dans les services publics de santé, 200 000 dans les EPHAD et plusieurs milliers dans les secteurs Sociaux et médico Sociaux.**

Les récentes décisions du gouvernement et du patronat montrent qu'ils sont toujours sourds et hostiles aux demandes des professionnels-les des établissements de la Santé, du Médico-Social et du Social, associatif du Public et du Privé. Le gouvernement n'a aucunement la volonté d'améliorer notre système de Santé, de Protection Sociale selon les besoins de la population. Les dernières mesures annoncées sur le PLFSS 2021 (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale) prévoit une économie de 4 milliards d'euros portant sur les postes de travail, les remboursements de soins, notamment pharmaceutiques...

Notre Santé n'est pas que la préoccupation des personnels de santé, du social et du médico-social hospitaliers, territoriaux, ou associatifs mais est l'affaire de toutes et tous. En accepter sa privatisation, c'est accepter la casse d'un système de santé hérité du Comité National de la Résistance, c'est accepter que toute la population ne puisse plus y accéder également.

Notre union Solidaires doit pleinement prendre sa place dans cette lutte pour la reconstruction et l'amélioration de notre système de Protection Sociale, de la prise en charge de la vieillesse et de la dépendance et plus largement pour un service public de la santé.

www.solidaires.org
contact@solidaires.org

facebook
@UnionSolidaires

twitter
@UnionSolidaires

instagram
union_solidaires